



Syndicat des Personnels
du Réseau International du Ministère
de l'Économie, des Finances et de la
Souveraineté industrielle et Numérique

139 rue de Bercy - bâtiment Vauban - Télédéc 627 - 75572 Paris Cedex 12
sprim-fo@dgtresor.gouv.fr - Tél. : 01.53.18.83.03 - www.sprim-fo.org

Revue de presse du 19 juin 2023

Presse – Actualités

- [Le gouvernement à la recherche de milliards d'euros d'économies pour redresser les comptes publics - Challenges](#)
- [D'après la Chine, Taïwan est le «péril le plus important» pour les relations entre Pékin et Washington - Le Figaro](#)
- [Visite de Blinken en Chine : Pékin ne fera "aucun compromis" sur Taïwan - Challenges](#)
- [Vladimir Poutine menace d'exproprier les entreprises occidentales – Les Echos](#)
- [L'Union européenne a enfin sa directive et peut foncer sur les énergies renouvelables – Ouest France](#)
- [Des augmentations «record» pour les cadres en 2022, mais «sans effet» sur les inégalités femmes-hommes – Le Figaro](#)

ARTICLES DE PRESSE

Le gouvernement à la recherche de milliards d'euros d'économies pour redresser les comptes publics - Challenges

Le gouvernement organise lundi des assises des finances publiques. L'objectif: trouver des milliards d'euros d'économies nécessaires pour permettre à la France de redresser des comptes dégradés par les crises successives.



Bruno Le Maire et Gabriel Attal
EMMANUEL DUNAND / AFP

Le gouvernement organise lundi 19 juin des assises des finances publiques qui mettront en exergue les milliards d'euros d'économies nécessaires pour permettre à la France de redresser des comptes dégradés par les crises successives. Après avoir échappé aux fourches caudines de l'agence S&P Global, qui a maintenu la note de solvabilité française, l'exécutif entend réaffirmer son sérieux budgétaire et tourner la page des dispendieuses mesures de soutien du "quoi qu'il en coûte".

Organisées à Bercy à l'initiative du ministre de l'Economie et des Finances Bruno Le Maire et de son collègue chargé des Comptes publics Gabriel Attal, en présence de la Première ministre Elisabeth Borne, ces assises font suite aux revues annuelles des dépenses de l'Etat, des collectivités et des administrations sociales, lancées début 2023. Ce sera "l'occasion de présenter le résultat de ces travaux (...), les orientations et les pistes qui sont retenues par le gouvernement pour venir irriguer les prochains textes financiers", dont le projet de budget de 2024 présenté en septembre, a-t-on indiqué au cabinet de Bruno Le Maire.

L'enjeu: trouver des milliards d'économies qui contribueront à accélérer le redressement financier de la France, selon une trajectoire présentée en avril par le gouvernement. Après les aides massives déployées face aux crises sanitaire et énergétique, "il est temps de revenir à la normale. Mais cela ne veut pas dire l'austérité", a justifié M. Le Maire dans Le Journal du Dimanche début juin. Il s'agit de réduire à 108,3% du PIB en 2027 le lourd endettement du pays (contre 111,6% fin 2022), qui le range du côté des mauvais élèves européens, et de ramener sous l'objectif européen de 3% le déficit public (4,7% fin 2022).

"Jeu de dupes"

Outre des discours ministériels, des tables rondes figurent au programme lundi avec une intervention de Pierre Moscovici, premier président de la Cour des comptes qui rappelle régulièrement l'exécutif à l'ordre en matière de finances publiques. Les trois principales associations d'élus locaux, en désaccord avec l'analyse de la situation, ont décidé de bouder l'événement. Les présidents des associations des maires et des Régions de France, David Lisnard et Carole Delga, ont notamment dénoncé dimanche le "jeu de dupes" et "l'incohérence" de l'exécutif.

"Notre participation aurait été incohérente vis-à-vis des communes et des habitants, voire insincère. (...)", a expliqué au JDD.fr M. Lisnard, maire (LR) de Cannes. "Je ne voulais pas me prêter à ce jeu de dupes où chacun a trois minutes de temps de parole, avec des passages en revue inefficaces", a abondé dans le même entretien Mme Delga, présidente (PS) de la Région Occitanie. Bercy a toutefois assuré que la porte du dialogue restait "ouverte".

Ramener la dépense publique à 53,5% du PIB

Pour revenir dans les clous, le gouvernement entend réduire la dépense publique à 53,5% du PIB en 2027, contre 57,5% en 2022. Il table sur la fin du bouclier énergétique, les gains des réformes comme celles des retraites ou de l'assurance-chômage, le plein-emploi ou encore une croissance de l'économie qu'il anticipe plus dynamique, après un coup de frein en 2023.

Ces mesures sont jugées d'autant plus nécessaires que l'environnement économique se durcit. Suspendues durant le Covid, les règles budgétaires européennes s'appliqueront à nouveau l'an prochain et la forte remontée des taux d'intérêt alourdit significativement la charge de la dette, qui pourrait devenir le premier poste de dépenses de l'Etat, dans un contexte de ralentissement de la croissance.

"Ce contexte économique (...) vient contraindre notre équation de finances publiques et augmente d'autant l'exigence (...) de réduction de dépenses", tout en préservant les secteurs jugés prioritaires de la transition énergétique, la santé et la défense, explique-t-on au cabinet de Bruno Le Maire.

Coup de rabot au soutien public pour l'immobilier

Déjà, l'exécutif occupe le terrain sur le front des annonces. Chiffré à 2 milliards d'euros annuels, un coup de rabot est porté au soutien public pour le secteur immobilier, jugé inefficace et trop coûteux. L'exécutif a aussi gelé 1% supplémentaire des crédits du budget 2023 et demandé aux ministères de dégager 5% en 2024 notamment pour financer la transition énergétique. Il souhaite également supprimer des avantages fiscaux sur les énergies fossiles et évoque une réduction des aides à l'emploi.

Mais entre refus d'augmenter les impôts et tension sociale, avec le pouvoir d'achat au centre des préoccupations face à une inflation élevée, les marges de manoeuvre sont étroites, estiment des économistes. "On peut toujours trouver plein d'économies à faire", mais "politiquement et socialement, cela sera très difficile", souligne François Ecalle, président du site spécialisé Fipeco. Surtout après une douloureuse réforme des retraites et sans majorité absolue à l'Assemblée nationale. La récente promesse d'une réduction d'impôts de

2 milliards d'euros pour les classes moyennes et la nouvelle revalorisation du traitement des fonctionnaires témoignent de la difficulté de serrer la vis.
(avec AFP)

D'après la Chine, Taïwan est le «péril le plus important» pour les relations entre Pékin et Washington - Le Figaro

Le chef de la diplomatie chinoise a accepté de se rendre à Washington, après des discussions «constructives» avec Antony Blinken. Ce dernier a entamé ce dimanche une visite de deux jours en Chine.

Le ministre chinois des Affaires étrangères a affirmé dimanche 18 juin que Taïwan représentait «*le péril le plus important*» pour les relations entre Pékin et Washington, selon des propos rapportés par la télévision d'État CCTV. «*La question de Taïwan constitue la question fondamentale des intérêts primordiaux de la Chine, le sujet le plus important dans les relations entre la Chine et les États-Unis et le péril le plus important*» pour celles-ci, a déclaré Qin Gang à son homologue américain Antony Blinken, selon CCTV.

Dans le même temps, Qin Gang a accepté de se rendre à Washington, après les discussions «*constructives*» et «*honnêtes*» du secrétaire d'État Antony Blinken à Pékin, a annoncé dimanche 18 juin le département d'État américain. Antony Blinken a invité le ministre des Affaires étrangères chinois et les deux hommes se sont mis d'accord pour «*programmer une telle visite à une date qui leur conviendrait mutuellement*», à fixer ultérieurement, a déclaré le porte-parole du département d'État, Matt Miller.

Visite de deux jours

Le secrétaire d'État Antony Blinken a entamé ce dimanche une visite de deux jours en Chine avec l'espoir d'apaiser les tensions bilatérales, lors du premier déplacement d'un chef de la diplomatie américaine sur le sol chinois en près de cinq ans. Si personne ne s'attend à des avancées majeures tant les sujets de friction sont nombreux, l'idée reste d'amorcer un dégel diplomatique et maintenir un dialogue pour «*gérer de façon responsable la relation sino-américaine*», selon le département d'État.

Car le temps presse. L'année prochaine sera une échéance électorale à la fois aux États-Unis et à Taïwan, que la Chine considère comme une de ses provinces qu'elle doit réunifier, par la force si nécessaire. Et un rien peut faire basculer les choses : ainsi, la visite du chef de la diplomatie américaine était initialement prévue en février, dans le sillage de la rencontre, en novembre dernier, entre le président américain Joe Biden et son homologue chinois Xi Jinping, en marge d'un sommet du G20 en Indonésie. Mais elle avait été annulée à la dernière minute. En cause : le survol du territoire américain par un ballon chinois, accusé par Washington d'être un aéronef «*espion*», tandis que Pékin assurait qu'il s'agissait d'un engin météorologique ayant dévié de sa trajectoire. À l'occasion de la visite de son secrétaire d'État en Chine, Joe Biden a

minimisé l'épisode du ballon. *«Je ne pense pas que les dirigeants savaient où il se trouvait, ce qu'il contenait et ce qui se passait»*, a déclaré le président américain samedi à la presse. *«Je pense que c'était plus gênant qu'intentionnel»*.

Joe Biden souhaite revoir Xi Jinping

Joe Biden a dit espérer une nouvelle rencontre avec Xi Jinping *«au cours des prochains mois»* pour *«parler de nos différences légitimes, mais aussi des domaines dans lesquels nous pouvons nous entendre»*. Les deux dirigeants devraient assister au prochain sommet du G20 en septembre à New Delhi et Xi Jinping a été invité à venir en novembre à San Francisco pour le sommet de la Coopération économique pour l'Asie-Pacifique (APEC). Ce dimanche, une porte-parole du ministère chinois des Affaires étrangères Hua Chunying a espéré sur Twitter que la venue d'Antony Blinken allait *«aider à ramener les relations Chine-USA à ce que les deux présidents avaient convenu à Bali»*.

Avant son départ, Antony Blinken avait déclaré à Washington que son voyage devait permettre *«d'ouvrir des lignes de communication directes afin que nos deux pays puissent gérer notre relation de manière responsable, y compris en abordant certains défis et mauvaises perceptions et pour éviter des erreurs de calcul»*. *«Une compétition intense requiert une diplomatie continue afin de s'assurer qu'elle ne tourne pas à la confrontation ou au conflit»*, a-t-il ajouté, car *«le monde s'attend à ce que les États-Unis et la Chine coopèrent»*.

Parmi les principaux contentieux, le commerce et l'île démocratique autonome de Taïwan. Avant la visite de d'Antony Blinken, un porte-parole du ministère chinois des Affaires étrangères, Wang Wenbin, avait déclaré que les États-Unis devaient *«respecter les préoccupations centrales de la Chine»* et développer des relations avec Pékin *«sur la base du respect mutuel et de l'égalité, en respectant leurs différences»*. La visite d'Antony Blinken est la première d'un secrétaire d'État américain en Chine depuis le voyage en octobre 2018 de son prédécesseur, Mike Pompeo, qui a été ensuite le maître d'œuvre de la stratégie de confrontation avec Pékin des dernières années de la présidence de Donald Trump. L'administration Biden a depuis maintenu cette ligne dure, allant même plus loin dans certains domaines, notamment via l'imposition de contrôles à l'exportation pour limiter l'achat et la fabrication par Pékin de puces haut de gamme *«utilisées dans des applications militaires»*.

Mais elle veut coopérer avec la Chine sur des sujets cruciaux comme le climat. La visite d'Antony Blinken survient d'ailleurs alors qu'une partie de la Chine subit une vague de chaleur, avec un nouveau record de température pour une mi-juin franchi ce vendredi à Pékin, à 39,4°C.

Pour Danny Russel, ex-haut fonctionnaire du Département d'État américain, chaque partie a un intérêt dans cette visite: la Chine espère éviter de nouvelles restrictions américaines en matière de technologie et tout nouveau soutien à Taïwan. Les États-Unis souhaitent prévenir tout incident susceptible de déboucher sur un affrontement militaire.

«La brève visite d'Antony Blinken n'apportera de solution à aucun des grands problèmes des relations entre les États-Unis et la Chine, ni même nécessairement aux petits problèmes. Elle n'empêchera pas non plus les deux parties de

poursuivre leurs programmes compétitifs», estime M. Russel, aujourd'hui vice-président du cabinet Asia Society Policy Institute à New York.

«Mais sa visite pourrait bien relancer un dialogue en face-à-face dont le besoin se fait cruellement sentir et envoyer le signal que les deux pays sont en train de passer d'une rhétorique de colère face aux médias à des discussions plus sobres à huis clos».

* * *

Visite de Blinken en Chine : Pékin ne fera "aucun compromis" sur Taïwan - Challenges

"Il est nécessaire de faire un choix entre dialogue et confrontation, coopération et conflit" a affirmé le plus haut responsable chinois pour la diplomatie, Wang Yi au secrétaire d'Etat américain Antony Blinken. En insistant sur le fait que son pays ne ferait "aucun compromis" sur Taïwan.



Le secrétaire d'État américain Antony Blinken rencontre le directeur chinois du Bureau de la Commission centrale des affaires étrangères Wang Yi, à Pékin.

LEAH MILLIS

C'est une déclaration en forme d'avertissement. Le plus haut responsable chinois pour la diplomatie, Wang Yi, a affirmé lundi 19 juin au secrétaire d'Etat américain Antony Blinken que Chine et Etats-Unis devaient choisir entre "coopération et conflit", et que son pays ne

ferait "aucun compromis" sur Taïwan. "Il est nécessaire de faire un choix entre dialogue et confrontation, coopération et conflit", a indiqué Wang Yi, plus haut responsable du Parti communiste chinois (PCC) pour la diplomatie, à son interlocuteur, d'après un compte-rendu de la télévision publique chinoise CCTV.

"Le maintien de l'unité nationale est toujours au coeur des intérêts fondamentaux de la Chine" et "sur cette question, la Chine ne fera aucun compromis ni aucune concession" à propos de Taïwan, a par ailleurs assuré Wang Yi, qui garde la haute main sur la diplomatie chinoise.

Première visite depuis 2018

Antony Blinken est en Chine depuis dimanche, la première visite d'un secrétaire d'Etat américain dans ce pays depuis 2018. Le responsable américain avait été reçu hier avec son homologue chinois Qin Gang pendant sept heures et demie, bien plus que prévu, les deux parties convenant de maintenir la communication entre elles afin d'éviter tout conflit.

La Chine estime que Taïwan est l'une de ses provinces, qu'elle n'a pas encore réussi à réunifier avec le reste de son territoire depuis la fin de la guerre civile chinoise en 1949. Outre la très épineuse question des liens entre les Etats-Unis et Taïwan, île revendiquée par Pékin et au coeur de la confrontation entre les deux puissances, les relations bilatérales restent tendues sur un grand nombre de dossiers.

Parmi eux, la rivalité dans les technologies, les sanctions américaines visant les géants chinois du numérique, le commerce, le traitement de la minorité musulmane des Ouïghours en Chine ou encore les revendications chinoises en mer de Chine méridionale.
(avec AFP)

* * *

Vladimir Poutine menace d'exproprier les entreprises occidentales – Les Echos

Un nouveau décret du Kremlin rend la sortie de Russie encore plus complexe et coûteuse pour les entreprises sur le départ. A la tribune du forum de Saint-Pétersbourg, le président russe s'est félicité des nouveaux partenariats avec les pays « amis ».



Le président Vladimir Poutine a défendu des partenariats avec les seuls pays « amis », qui n'objectent pas à son invasion de l'Ukraine, lors du forum international de Saint-Pétersbourg. (Alexei Danichev/Host photo agency RIA Novosti via REUTERS)

Par [Benjamin Quénelle](#)

Publié le 16 juin 2023 à 19:05 Mis à jour le 18 juin 2023 à 15:52

Vladimir Poutine brandit une nouvelle menace, économique, contre les Occidentaux. Comme une possible riposte aux prochaines [sanctions européennes et américaines](#).

Le maître du Kremlin a signé jeudi soir un nouveau décret qui exige que les entreprises qui reprennent des actifs occidentaux en Russie soient entièrement détenues par des nationaux. Ce qui exclut les actionnaires étrangers, notamment venant de pays « inamicaux », c'est-à-dire ceux ayant pris des sanctions contre Moscou depuis le début de son offensive militaire en Ukraine.

Un risque de nationalisation

De facto, cela pourrait déboucher sur des mesures encore plus draconiennes, telle l'expropriation et la nationalisation d'entreprises étrangères. L'Etat russe pourrait s'arroger le droit d'acquérir un actif occidental en Russie au rabais afin de le revendre avec profit. C'est aussi une manière de doper le budget de l'Etat qui, sous tension en raison des dépenses militaires, est désormais déficitaire.

Ces menaces compliquent un peu plus encore les procédures de sortie de Russie [pour les groupes contraints de quitter le pays](#). Les autorités auraient

notamment en ligne de mire les entreprises qui, à leurs yeux, n'ont pas respecté certaines règles. Très subjective, cette appréciation viserait notamment celles ayant cessé de payer des salaires.

En seize mois de conflit militaire en Ukraine, ce n'est pas la première fois que le Kremlin agite ces menaces d'expropriation de biens détenus par des étrangers. Il a déjà mis sous contrôle les groupes énergétiques occidentaux, le finlandais Fortum et l'allemand Uniper.

Tous deux étaient présents en Russie depuis plus de soixante ans et y comptaient au début du conflit 7.000 employés, avec au total 12 centrales électriques à eux deux. Depuis des mois, ils cherchaient à se retirer de Russie. N'espérant pas pouvoir vendre sa filiale, Uniper a même valorisé ses actifs russes à un euro symbolique. Ils redoutaient de se retrouver expropriés.

Un rabais imposé à ceux qui s'en vont

« Dans les faits, il n'y a pour le moment aucun risque accru d'expropriation. Cela devient simplement encore plus compliqué de sortir du pays. Et plus cher... » tempore un homme d'affaires européen impliqué dans les négociations d'entreprises sur le départ. Pour quitter la Russie, les obstacles imposés aux groupes occidentaux sont de plus en plus nombreux et les discounts imposés de plus en plus élevés.

La moindre cession d'activités doit recevoir l'autorisation de la commission spéciale créée par le gouvernement, avec un rabais passé en un an de 20-30 % à plus de 50 % sur la valeur de l'actif. Le piège s'est refermé un peu plus encore, avec l'officialisation d'une « taxe de sortie » à payer au moment de la cession.

Un forum de Saint-Pétersbourg déserté

« La Russie ne chasse personne du marché russe. Au contraire... » a toutefois insisté vendredi Vladimir Poutine dans son discours au forum de Saint-Pétersbourg, jadis le « Davos russe », transformé cette année en un événement entre pays « amis ». « Nous ne nous orientons pas vers l'auto-isolément », a-t-il lancé entre deux tirades contre Kiev, dont il a moqué la contre-offensive puisqu'elle n'aurait « aucune chance de succès ».

A côté du chef du Kremlin se tenait le président algérien, Abdelmadjid Tebboune. En marge du forum, Vladimir Poutine s'est aussi entretenu avec le cheikh Mohammed Ben Zayed Al Nahyane, le dirigeant des Emirats arabes unis. Ce sont toutefois les seuls dirigeants politiques d'importance venus à Saint-Pétersbourg.

A la tribune, le chef du Kremlin s'est félicité de ces nouveaux partenariats étrangers mais aussi de la création de nouvelles entreprises russes prenant la place des Occidentaux. « Notre stratégie face aux sanctions a fonctionné », s'est-il enthousiasmé, prenant un malin plaisir à rappeler que « l'inflation en Russie est plus faible qu'à l'Ouest » et que le taux de chômage atteint des plateaux record.

Et, s'il n'a pas évoqué son nouveau décret, Vladimir Poutine a agité une autre menace pareillement utilisée depuis un an : « le non-retour à l'avenir de ceux qui seront partis ».

Benjamin Quenelle

* * *

L'Union européenne a enfin sa directive et peut foncer sur les énergies renouvelables – Ouest France

La France bloquait depuis des semaines la nouvelle directive européenne sur les énergies renouvelables. Un accord a été trouvé vendredi 16 juin 2023, au grand soulagement des autres États membres de l'UE. Neuf de nos voisins produisent déjà plus de la moitié de leur électricité grâce à l'éolien et au solaire. La directive fixe un objectif de 42,5 % de renouvelable dans la consommation finale d'énergie d'ici à 2030.

L'Union européenne est [enfin parvenue à un accord](#), vendredi 16 juin 2023, sur la révision de la [directive sur les énergies renouvelables](#). La France la bloquait depuis des semaines, en militant tous azimuts auprès des 27 dirigeants, pour que le nucléaire y soit reconnu comme utile au verdissement de l'hydrogène, une demande assortie d'une autre, un délai pour décarboner la production d'ammoniac.

La Commission a accepté de mettre un peu d'énergie atomique dans son plan, sans toutefois la nommer. La ministre de la Transition énergétique française Agnès Pannier-Runacher s'est réjouie de ce compromis qui correspond aux attentes de la France. La méthode n'est pas très belle ont réagi certains de nos voisins, comme Sven Giegold, secrétaire d'État allemand à la protection du Climat, mais désormais c'est fait : Tout est là, juridiquement pour accélérer l'installation des énergies renouvelables. La directive fixe un objectif de 42,5 % de renouvelable dans la consommation finale d'énergie d'ici à 2030.

Les Allemands, toujours trop dépendants du charbon, ont hâte d'accélérer. L'Allemagne, qui vise 80 % d'énergie renouvelable d'ici 2030, contre 46 % actuellement, vient de se hisser en deuxième place des pays les plus attractifs pour les investissements éolien et solaire, selon [l'indice du cabinet d'audit](#)

[financier londonien Ernst & Young](#) (EY), publié jeudi 14 juin. En termes d'attractivité de la finance verte, la Chine a donc été rétrogradée en troisième place, bien qu'elle reste le leader incontesté du secteur des énergies renouvelables, avec près de 55 % des ajouts de capacité programmés en 2023 et 2024. Les États-Unis conservent leur première position dans l'indice EY, aidés par l'argent public de la loi Inflation Reduction Act. En termes d'installations concrètes, l'Union européenne fait partie des bons élèves. [Neuf États membres dépassaient](#) déjà les 50 % d'électricité produite à partir d'énergies renouvelables en 2022, dont le Luxembourg en tête avec 86 %, suivi par l'Autriche, la Lituanie, la Lettonie, la Suède, la Croatie, le Portugal et la Finlande. Plusieurs pays afficheront, comme l'Allemagne, plus de 40 % d'électricité verte dans leur production annuelle d'ici 2024, dont l'Espagne ou l'inattendue Irlande.

La France, après avoir retardé la directive, devra faire plus qu'accélérer. En mai, le ministère a reconnu que si le rythme de développement se maintient au niveau actuel, il sera impossible d'atteindre l'objectif, à savoir 33 % en 2030.

* * *

Des augmentations «record» pour les cadres en 2022, mais «sans effet» sur les inégalités femmes-hommes – Le Figaro

La part de cadres ayant bénéficié d'une augmentation individuelle ou collective a atteint un niveau record en 2022, selon l'Apec.

La part de cadres ayant bénéficié d'une augmentation dans l'année a atteint «*un niveau record*» en 2022 mais cela est resté «*sans effet sur la réduction des inégalités salariales*», selon le baromètre annuel de l'Association pour l'emploi des cadres (Apec).

D'après ce baromètre réalisé auprès de 13.000 cadres du secteur privé et publié lundi, la part de cadres ayant bénéficié d'une augmentation individuelle ou collective en 2022 atteint un niveau record (57%, + 11 points par rapport à 2021). Mais en 2022, comme lors des années précédentes, les femmes ont été un peu moins nombreuses que les hommes à bénéficier d'une augmentation (54% contre 59%), en particulier chez les jeunes (62% contre 70%). La rémunération annuelle brute médiane des femmes a ainsi atteint 48.000 euros en 2022, soit un différentiel de 15% par rapport à celle des hommes (55.000 euros).

Stable depuis des années, cet écart varie de 6% chez les moins de 35 ans à 19% chez les 55 ans et plus. «*Les femmes, relativement plus jeunes que les hommes, n'occupent souvent pas les mêmes emplois. Elles sont par exemple sous-représentées dans les postes à responsabilité hiérarchique*», explique l'Apec. Mais, à profil et poste équivalents, «*un écart salarial de 7% persiste et s'accroît avec l'âge : de 3%*

pour les moins de 35 ans, il atteint 10% pour ceux de 55 ans et plus», selon l'association. Cet écart «résulte de comportements discriminatoires, conscients ou inconscients, de la part des employeurs», juge-t-elle.

Le directeur général de l'Apec Gilles Gateau, cité dans le communiqué, a déploré «un constat affligeant, qui se répète année après année depuis 10 ans». «En parler, faire des lois, se donner des objectifs et des index c'est bien mais... cela ne suffit manifestement pas, il faut agir plus fort et plus vite !», demande-t-il.

* * *

Pour adhérer à notre syndicat, il suffit de remplir et de renvoyer ce bulletin [adhesion-2023.pdf](https://www.sprim-fo.org/adhesion-2023.pdf) ([sprim-fo.org](https://www.sprim-fo.org)) accompagné du paiement correspondant.